



Les cinéastes, techniciens et comédiens... du cinéma sénégalais reçus en audience hier par le président Macky Sall ont réitéré la nécessité de la création d'un Centre national de la cinématographie et l'application des décrets du Code du cinéma votés en 2002. Mais le chef de l'Etat s'est limité à la dotation d'un fonds pour la production cinématographique d'un milliard de FCfa. □

Le fonds de promotion de l'industrie cinématographique et audiovisuelle sera doté à partir de l'année prochaine. L'enveloppe s'élèvera à un milliard de Francs Cfa par an, a annoncé hier le président de la République Macky Sall qui a reçu en audience les réalisateurs sénégalais lauréats à la 23e édition du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco) organisée du 23 février au 2 mars dernier. C'était en présence des réalisateurs Alain Gomis, lauréat de l'Étalon d'or du Yennenga pour son film Tey (Aujourd'hui), Moussa Touré, étalon de bronze pour son film La pirogue, Ousmane William Mbaye, 3ème prix documentaire avec Président Dia, Moly Kane, prix spécial Uemoa avec Moly, Mansour Sora Wade, Cheikh

Ngaïdo Ba, les comédiens Rokhaya Niang, Djolof Mbengue, le technicien Arona Camara, le producteur Oumar Sall, etc.

En réitérant ses vives félicitations et en exprimant sa joie et sa fierté à «ces talentueux et dignes ambassadeurs de la culture sénégalaise» qui ont remporté onze prix et pour la première fois de l'histoire du cinéma sénégalais l'étalon d'or de Yennenga, le chef de l'Etat affirme que «cette dotation permettra, par des mécanismes de mobilisation et d'utilisation pragmatiques, de contribuer à l'accroissement de la production cinématographique et audiovisuelle». Mais poursuit-il, «à la réouverture et à la modernisation des salles de cinéma à travers l'ensemble du territoire nationale». Le président Sall a tenu après lecture de son discours à préciser que le fonds n'est destiné pour le moment qu'à la production cinématographique. Pour le lauréat Alain Gomis, cette somme n'est pas suffisante, mais, dit-il, «c'est déjà un premier pas important, car il n'y avait rien pour ce fonds voté depuis 2002 et jamais alimenté». Ce financement, souhaite-t-il, ira surtout vers les jeunes débutant dans le métier et qui ont besoin de trouver de l'argent sur place, car impossible pour eux d'avoir un financement à l'étranger.

On se rappelle, que l'ancien président, Abdoulaye Wade, avait promis d'alimenter à hauteur de trois milliards de Francs Cfa le fonds de promotion de l'industrie cinématographique et audiovisuel adopté en 2004. Le chef de l'Etat a instruit son gouvernement - en interpellant directement le secrétaire général du ministère de la Culture, Pape Massène Sène -, pour l'application et l'amélioration de l'ensemble des instruments juridiques et des outils contenus dans les politiques culturelles et cinématographiques existantes. «Il faut envisager des mécanismes innovants et opérationnels de financement du secteur du cinéma, garantissant la transparence, l'équité, l'efficacité et l'efficience», a dit Macky Sall. Devant les professionnels du 7e art, le chef de l'Etat n'a pas caché son admiration et celle de la nation aux réalisateurs pour le nombre et la qualité des différents prix obtenus au Fespaco. «Vous faites pleinement honneur à notre pays», dit-il.

...Les cinéastes en demandent plus

Mais auparavant, les quatre lauréats du Fespaco ont exprimé au nom de la corporation les préoccupations du secteur. Pour le réalisateur Alain Gomis «c'est un flou total qui entoure le cinéma sénégalais et ne permet pas son développement». Le réalisateur du film Tey, qui a parlé au nom des autres, a insisté sur le fait que notre pays n'a pas de structure qui encadre le 7e art, ni de statut pour les comédiens, techniciens et producteurs. «L'une des choses qui nous paraissait important et indispensable, c'est un Centre national de la cinématographie (Cnc), un lieu qui donne un cadre juridique au cinéma», fait savoir Gomis interpellé dans la cours du Palais après l'audience avec le président Sall. Il assimile le cinéma aujourd'hui à un champion

qui n'a ni de stade, ni de fédération. Ce que Moussa Touré traduit par «un cinéma d'aventure».

Pour lui, les réalisateurs vivent parfois une certaine tristesse et un manque de Diom vu les conditions dans lesquelles les films sont faits. Pour Ousmane William Mbaye, c'est le moment d'application des décrets du Code cinématographique voté en 2002 et le Cnc numérique. Au nom des jeunes, le réalisateur Moly Kane, a demandé au président de la République la création d'une école de cinéma au Sénégal pour permettre à sa génération d'avoir les outils pédagogiques nécessaires pour faire des films de qualité. A l'image du football, les lauréats de la Can du cinéma africain veulent des mesures à la dimension des distinctions remportées. Car, pour eux, la bataille de l'image équivaut à préserver sa souveraineté. En citant le réalisateur malien Cheikh Oumar Cissokho, Alain Gomis dira : «exprimer ses émotions, son point de vue, etc., avant d'être submergé par les images des autres, c'est assuré sa souveraineté, son indépendance».

FINANCEMENT DE LA CULTURE : Les collectivités locales et le privé interpellés

Dans son allocution face aux cinéastes hier le président Macky Sall a invité les collectivités locales et le secteur privé à s'engager dans le financement de la culture en général et le cinéma en particulier. «Je lance un appel pour que chaque communauté du Sénégal puisse disposer d'un complexe culturel polyvalent doté d'un espace de cinéma», a-t-il dit lors de l'audience qu'il a accordée aux réalisateurs, producteurs, comédiens et autres techniciens du 7e art. Mais que fera concrètement le gouvernement sénégalais pour que cela soit effectif. La culture étant une compétence décentralisée, les collectivités locales peinent à l'appliquer car les ressources financières ne suivent pas. Selon le réalisateur Cheikh Ngaïdo Ba, le privé et les exploitants peuvent espérer bénéficier du fonds de garantie des investissements prioritaires. Les réalisateurs lancent une piste pour le privé en demandant l'exonération d'impôt pour encourager les entreprises privées à financer le cinéma. Une mesure pratiquée dans plusieurs pays du monde.

